

Réponses de Transatel à la Consultation publique
Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile de Free Mobile,
LycaMobile et Oméa Télécom

8 septembre 2011 – 10 octobre 2011

A l'attention de Philippe Distler

ARCEP

7, square Max Hymans

75730 PARIS CEDEX 15

Réponses transmises par email : couts.mobiles@arcep.fr

La Défense, le 10 octobre 2011

Monsieur,

Transatel tient à saluer l'ARCEP pour cette consultation et le rôle qu'elle a joué en faveur de l'émergence de plusieurs « Full MVNO » ces derniers mois.

Dans la continuité de cette action, le niveau de la Terminaison d'Appel (TA) des « Full MVNO » est un élément essentiel pour permettre à ces derniers d'animer la concurrence et de développer de nouveaux services innovants en faveur des consommateurs, des entreprises et de l'export.

Vous trouverez donc ci-après les réponses de Transatel aux questions soulevées par l'ARCEP.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

Jacques Bonifay

Président du Directoire

Question n° 1. L'Autorité invite les acteurs à lui faire part, le cas échéant, de leurs observations sur la liste des acteurs concernés par le présent projet d'analyse de marché.

La liste des acteurs concernés par ce type d'analyse de marché a vocation à s'étendre dans le futur, en fonction du nombre d'accords « Full MVNO » qui seront signés. L'analyse de l'ARCEP doit donc comprendre un certain nombre d'éléments permettant à ces futurs acteurs, tels que Transatel, de se positionner au regard du niveau de TA dont ils pourront bénéficier s'ils se lancent. En particulier, il est important que ces « Full MVNO » bénéficient d'une TA suffisamment élevée pour leur permettre de couvrir l'ensemble des investissements qu'ils seront amenés à réaliser pour lancer leurs services innovants en France métropolitaine.

Question n° 2. L'Autorité invite les acteurs à lui faire part, le cas échéant, d'autres cas de régulation de la terminaison d'appel vocal mobile de nouveaux entrants qu'ils jugeraient pertinents, qu'il s'agisse d'opérateurs de réseau mobile ou de full-MVNO.

Transatel ne possède aucun élément de comparaison en la matière.

Question n° 3. L'Autorité souhaite savoir si les acteurs partagent l'interprétation de l'Autorité des éléments présentés ci-dessus sur les obstacles sur le marché de détail qui entravent l'entrée sur le marché et l'expansion.

Transatel partage effectivement l'interprétation présentée par l'ARCEP.

En effet, selon Transatel, plusieurs facteurs entravent notamment l'entrée sur le marché et l'expansion des « Full MVNO » :

- Les réseaux de distribution exclusive des trois opérateurs « historiques » ;
- Le fait que plus de 80 % du parc mobile postpayé est sous engagement ;
- Les offres « quadruple play » des quatre opérateurs de réseaux mobiles qui favorisent la fidélisation.

Question n° 4. L'Autorité souhaite savoir si les acteurs partagent son analyse sur la présence d'éventuels déséquilibres de trafic.

Transatel est effectivement d'accord avec l'analyse de l'ARCEP.

Transatel fait donc remarquer à l'ARCEP que le déséquilibre de trafic milite en faveur d'une TA asymétrique en faveur des « Full MVNO », d'autant plus que les trois opérateurs historiques ont bénéficié pendant de nombreuses années d'une TA élevée pour construire leur base clients.

Transatel espère, au sujet des offres illimitées, que le projet de loi de protection des consommateurs permettra de limiter les abus des opérateurs sur les offres illimitées.

Question n° 5. L'Autorité invite les acteurs à lui indiquer et justifier précisément quels sont, selon eux, les éléments de coûts à prendre en compte dans le calcul du coût incrémental des terminaisons d'appel mobile de Free Mobile, LycaMobile et Oméa Télécom en vue de la fixation de leur niveau de terminaison d'appel.

Transatel détaille ci-après un certain nombre d'éléments liés aux coûts, qui concernent à la fois Free Mobile, LycaMobile, Oméa Télécom, mais surtout les futurs « Full MVNO ».

Transatel rappelle que l'innovation est un enjeu national, et qu'un des objectifs du modèle « Full MVNO » est justement de favoriser l'innovation, à travers le développement d'une architecture technique qui apporte plus d'autonomie aux opérateurs, et leur permet donc d'innover plus facilement.

Le modèle « Full MVNO » suppose aussi que soient réalisés un certain nombre d'investissements importants : investissements liés au « cœur de réseau » mobile, aux développements techniques spécifiques induits par le modèle « Full MVNO » et aux moyens humains nécessaires à son déploiement.

L'ensemble de ces investissements est donc indispensable pour permettre aux opérateurs français d'innover, de créer de nouveaux services, de conquérir de nouvelles parts de marché (en France et à l'export) et de réaliser des gains de productivité.

Transatel pense donc que l'ARCEP doit accorder aux « Full MVNO » une TA asymétrique pour couvrir les investissements réalisés par ces derniers en France.